

INFORMATIONS
OUVRIÈRES
nouvelle série

N° **159** (2553)
Semaine du
28 juillet au 3 août 2011
1,5 euro (soutien 2 euros)
ISSN 0813 9500

INFORMATIONS OUVRIÈRES

8 681
abonnés reçoivent
ce numéro.
Et vous ?
(page 16)

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

Bruxelles, 21 juillet 2011 :

Ils déclarent la guerre à tous les peuples d'Europe



**Dans toute l'Europe,
les travailleurs et les peuples
sont en état de légitime défense.**

● **Aider la classe ouvrière
à défaire l'offensive des banques
et du capital financier.**

● **Aider à balayer les plans
du FMI et de l'Union européenne.**

MEETING INTERNATIONALISTE

SAMEDI 1^{er} OCTOBRE - 14 HEURES - PARIS

A l'appel du POI, des militants ouvriers venus de Grèce, d'Irlande, d'Espagne, du Portugal, d'Allemagne, de Grande-Bretagne... viendront prendre la parole,
ESPACE CHARENTON, Porte de Charenton (Paris XII^e)

À NOS ABONNÉS

Attention à ce que
votre abonnement
ne s'arrête pas durant
l'été. Réabonnez-vous,
ou, si vous ne l'êtes pas,
ABONNEZ-VOUS !

Quatre-pages spécial été

Trois dossiers :
— il y a un siècle,
en 1911 : Rosa
Luxemburg polémique
avec la direction
de la social-démocratie ;
— l'Egypte ;
— l'Entente
internationale
des travailleurs
et des peuples.

Cahier central

**La Sécurité
sociale
sous le coup
de la dictature
de la "réduction
des déficits
publics"**

Le projet de loi
de financement de la
Sécurité sociale 2012.

Page 4

Tunisie :
entretien avec
Raoudha Labidi,
présidente
du syndicat
des magistrats
tunisiens

Page 8

Etats-Unis
Consensus
républicains-
démocrates
sous l'égide
d'Obama contre
la classe ouvrière

Page 10



Athènes (Grèce), le 20 juillet 2011 : les chauffeurs de taxi de la capitale s'affrontent avec la police anti-émeutes.

Photo AFP

Que s'est-il passé au sommet du 21 juillet 2011 ?

1 La Grèce a-t-elle été sauvée ?

La Grèce, non. Sa dette, en revanche, a été confirmée et pérennisée à l'issue de cette grande manifestation de « solidarité européenne » qu'a été le sommet de Bruxelles.

Aussitôt ses conclusions connues — après avoir salué le « succès » que constituait pour eux le compromis arraché à l'issue d'une rude négociation entre les Etats, la Banque centrale européenne, le FMI et les représentants des principales banques européennes —, tous les commentateurs de la presse économique s'accordaient pour dire que, s'il fallait renforcer encore le contrôle exercé sur la mise en œuvre du plan d'ajustement décidé pour la Grèce, ce deuxième plan n'était vraisemblablement pas le dernier...

Si aucun des dix-sept chefs d'Etat et de gouvernement présents n'avait la moindre velléité de sauver la Grèce, il leur fallait tous, en revanche, s'engager de toute urgence à garantir collectivement le bon fonctionnement du capital financier international. Il leur fallait, sous l'œil vigilant du FMI, s'engager auprès des fonds de toutes sortes — dont les Etats européens sont les débiteurs — à respecter strictement les devoirs contractés à l'égard des créanciers, à commencer par l'obligation imprescriptible du paiement de la dette. Condition incontournable pour garantir la « solvabilité » des investissements du capital financier — la Grèce et le peuple grec dusent-ils en péril.

2 Les banquiers auraient-ils fait un geste ?

On a fait grand bruit dans la presse autour des « sacrifices volontaires » consentis par les banques et les assureurs privés, qui s'engageraient à une participation à la hauteur de 135 milliards d'euros. Il ne s'agit que de poudre aux yeux. Ils le confessent eux-mêmes : « Les établissements sont en train de faire leurs calculs. Les grandes banques françaises devraient détailler les chiffres à l'occasion des résultats trimestriels, début août. BNP Paribas, la plus exposée à la dette grecque, avait déjà fait savoir qu'une décote de quelque 25 % lui coûterait autour de 1 milliard d'euros. Les créanciers font savoir que ces pertes apparaissent bien modestes au regard de ce qu'aurait pu provoquer une contagion incontrôlée de la dette grecque » (*Le Monde*, dimanche 24 juillet).

La mécanique complexe d'échange de dettes arrivant à maturité, contre un allongement des échéances à 15 ou même 30 ans et une baisse des taux stabilisés entre 3,5 et 4 %, relève de la pure escroquerie. On allonge les délais, on baisse les taux. La Grèce devrait rembourser plus, puisque plus longtemps, et cela en dépit de la baisse des taux, et pour autant que le pays soumis à une purge inimaginable puisse le faire...

Personne ne peut sérieusement et honnêtement imaginer que ce soit possible. L'aménagement de la dette décidé par le sommet de Bruxelles, c'est d'abord l'affirmation collective par les chefs des gouvernements européens de la reconnaissance de celle-ci, une reconnaissance doublée d'un engagement solennel adressé aux marchés financiers qu'ils leur garantissent la levée des milliards nécessaires au remboursement de leurs créances, afin — disent-ils — d'écarter tout risque de « contagion ».

3 Le danger de « contagion » a-t-il été écarté ?

Pas plus que la Grèce n'a été sauvée, le danger de contagion n'a été écarté. *Les Echos*, datés du 25 juillet, titrent : « Crise de la zone euro : les risques de contagion ne sont pas encore écartés sur les marchés. » Et ils poursuivent : « Les taux à deux ans pour la Grèce se sont certes nettement détendus. Mais les primes de risque sont réparties à la hausse pour l'Italie comme pour l'Espagne. Preuve que la partie n'est pas encore gagnée et que les craintes de contagion de la crise ne sont pas tout à fait effacées. »

La faute aux agences de notation ? Misérable diversion, les agences de notation ne sont que des instruments au service du fonctionnement du capital financier. Les institutions financières ont leur logique. Elles jaugent, sans états d'âme, la validité des engagements pris par les gouvernements européens. Elles intègrent dans leurs calculs le jugement qu'elles portent sur la capacité des uns et des autres à mettre en œuvre la politique de démantèlement social et de privatisations qu'appelle l'assurance de retour sur investissement exigé par les gestionnaires de fonds, expression de la crise du système mondial fondé sur la propriété privée des moyens de production.

A peine le sommet était-il terminé que la terreur — ils ont beau s'en défendre — saisissait à nouveau ses participants. Que l'Italie, quatrième économie européenne, trébuche, et tout le continent européen menace d'être entraîné dans une crise phénoménale. La dette italienne, c'est le quart de la dette publique de la zone euro, 1 900 milliards d'euros. Les bons du Trésor italiens, détenus par les banques allemandes, françaises et britanniques, représentent un montant supérieur à celui de l'ensemble des titres que celles-ci possèdent auprès des Etats grec, portugais et irlandais.

4 A quoi correspondent les nouvelles prérogatives du FESF ?

Dans l'enthousiasme d'une fin de sommet, certains ont cru devoir présenter les nouvelles prérogatives du Fonds européen de stabilité financière (FESF) comme « l'outil de solidarité financière dont rêvait l'Europe ». Ce fonds, doté de 440 milliards d'euros et abondé par les Etats, serait désormais autorisé à racheter de la dette publique aux investisseurs sur les marchés.

En un mot, il serait « autorisé » à garantir aux banques et fonds divers qu'ils seront remboursés intégralement, y compris en cas de défaut de tel ou tel pays. Il faudra, pour cela, recapitaliser d'urgence ce fonds, insuffisant en cas de défaut de l'Italie ou de l'Espagne. Il faudra donc aller emprunter sur les marchés auprès de ces mêmes banques et fonds financiers. Qu'à cela ne tienne : les Etats se porteront garants de ces nouveaux emprunts. On a le sentiment d'assister à l'invention du mouvement perpétuel.

« Outil de solidarité » ? Certes, mais au profit exclusif des véritables patrons — dictant leurs ordres aux Etats — que sont les gérants de capitaux et « investisseurs » (spéculateurs) de toutes sortes. Quant à la « mutualisation » de la dette, il ne faut pas rêver. L'Allemagne, principale puissance européenne, principal bailleur de fonds, s'y oppose farouchement, et pour cause. Angela Merkel précisait, le lendemain du sommet, que le nouveau FESF était tout sauf une « Union de transferts ». Elle tentait ainsi de prévenir toute réaction de sa propre population lorsqu'elle prendra connaissance de l'addition.

La « mutualisation », dont on nous rebat les oreilles, c'est l'alibi frauduleux qui doit permettre à chaque gouvernement — au nom d'une prétendue solidarité européenne censée concourir à la « régulation » des marchés — d'oser annoncer un plan d'ajustement dont il sait pertinemment qu'en dépit des apparences, il demeure aujourd'hui au-dessus de ses forces politiques.

POI PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

Pour le socialisme, la République et la démocratie
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

Communiqué des quatre secrétaires nationaux

Tous au meeting du 1^{er} octobre

Une nouvelle fois, le 21 juillet, les dix-sept chefs d'Etat de la zone euro ont fait des choix qui confirment la défense du système capitaliste, des banques et des actionnaires contre les peuples et les travailleurs.

Sous la tutelle de la « troïka », Banque centrale européenne-FMI-Union européenne, dans le cadre de l'économie de marché et pour sauver l'euro, ils entendent imposer la dictature de la dette et des déficits avec des plans d'austérité jamais égalés contre la classe ouvrière et ses acquis dans tous les pays d'Europe, mettant en cause le droit des nations à décider de leur avenir, avec un seul objectif : sauver le système capitaliste à l'agonie.

Le 1^{er} octobre, à Paris, se tiendra un meeting internationaliste réaffirmant la fraternité, l'entente entre les travailleurs et les peuples contre la politique de la « troïka », où, dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, le POI entend réaffirmer son combat pour la démocratie, la République et le socialisme, contre toute destruction des garanties ouvrières conquises dans chaque pays par les travailleurs et leurs organisations.

Au cours de ce meeting, prendront la parole travailleurs, militants et responsables du mouvement ouvrier venus de différents pays d'Europe.

Pour le POI, la classe ouvrière est une et indivisible. Le choc capital-travail entre dans une nouvelle phase. La résistance des travailleurs et du peuple en Tunisie, avec leur organisation syndicale, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), ou dans bien d'autres pays du monde et d'Europe montre que rien n'est joué.

Résister ou accepter cette dictature ? Pour le Parti ouvrier indépendant, le choix est clair : il s'agit de résister. Aucun consensus, aucun compromis ne peut être passé, ne peut être à l'ordre du jour, car c'est l'avenir des travailleurs et des peuples, celui de l'humanité, qui est en jeu.

Le 1^{er} octobre, à 14 heures, à Paris, Porte de Charenton, des milliers de travailleurs, de jeunes, de retraités, mais aussi des mères de famille, des chômeurs, des militants syndicaux, des militants ouvriers de toutes tendances, laïques et républicains, se rassembleront pour aider à ouvrir une nouvelle brèche, une nouvelle voie de résistance pour les peuples et les travailleurs.

Plus que jamais, le POI affirme : unité de la classe ouvrière. Ouvrons la perspective de la reconquête de la démocratie, de la République une et indivisible, de l'internationalisme et de la fraternité ouvrière.

Fait le 26 juillet 2011

Gérard SCHIVARDI, Claude JENET,
Jean MARKUN, Daniel GLUCKSTEIN ■

de Bruxelles

5 A quoi faut-il se préparer dans l'immédiat ?

Il n'a pas fallu longtemps pour que les choses se précisent. « Les difficultés pourraient ne pas se limiter aux Etats "fragiles" de la zone euro. Selon SLJMacro Partners, le FESF va devoir être "renforcé et élargi", car l'Espagne risque d'épuiser ses ressources. "Cela va alourdir le fardeau de la France et de l'Allemagne, ce qui explique que la France sera le prochain pays développé à perdre sa note AAA" » (Les Echos, mardi 26 juillet).

Nous y voilà. Sarkozy et Fillon peuvent ruser et camoufler comme de vulgaires joueurs de bonneteau, la France est entraînée dans le maelström. Le plan qu'ils s'approprient à dévoiler franchit un cran par rapport à tout ce que nous avons connu.

Les marchés financiers ne laisseront aucun espace aux différents gouvernements européens. Ils doivent, pour garantir les profits du capital financier, tenter de briser par tous les moyens les limites que leur imposent les contradictions fondamentales du système de la propriété privée des moyens de production. Ils doivent compenser l'effondrement du marché, provoqué par la paupérisation de continents entiers, en portant l'exploitation du travail salarié à des niveaux inconnus jusque-là. Toutes les relations de travail doivent être précarisées. L'Allemagne, principale puissance européenne, compte déjà plus de 7 millions de travailleurs contraints de travailler pour 400 euros par mois pour ne pas perdre leurs droits sociaux ; elle doit aller plus loin encore. Rien ne doit subsister qui puisse s'opposer à la prise de contrôle de tous les services publics par les principales multinationales. Tout doit être privatisé : aéroports, transports, postes, électricité... en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne et au Portugal, comme ce fut le cas, à partir de 1991, à l'est de l'Europe.

6 Une seule issue...

Mais voilà : nulle part la classe ouvrière, malgré les coups terribles qu'elle a subis, n'a été vaincue, démantelée, interdite d'organisation, comme l'exigerait la mise en œuvre de ces plans meurtriers. Il faudrait, pour réaliser les plans d'ajustement dictés par le capital financier, disposer du régime des colonels en Grèce, de Salazar au Portugal, de Franco en Espagne. Le capital financier n'en dispose pas. C'est la raison de la profonde crise politique et des scandales à répétition qui manifestent la décomposition des classes dominantes. Tous les gouvernements européens, sans exception, sont ébranlés, qu'ils soient des gouvernements de droite (Grande-Bretagne, France, Italie, Allemagne) ou de « gauche » (Espagne, Grèce).

Dans toute l'Europe, les travailleurs et les peuples aspirent à se dresser, dans l'unité de leurs organisations de classe, pour défaire ces plans, reconquérir par la lutte des classes les conquêtes sociales qu'on vient de leur arracher. Dans toute l'Europe, les travailleurs et les peuples aspirent à rétablir leurs organisations de classe sur le terrain qu'elles n'auraient jamais dû abandonner, celui du combat jusqu'au bout contre toutes les contre-réformes, pour la rupture concrète avec l'Union européenne. Ils aspirent à libérer leurs organisations du carcan que leur imposent des directions gagnées à la « nécessaire réduction des déficits publics ». Organiser ce combat sera au centre du grand meeting internationaliste organisé par le Parti ouvrier indépendant, à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, à Paris, le 1^{er} octobre prochain.

Marc GAUQUELIN ■

**SAMEDI 1^{er} OCTOBRE
14 HEURES - PARIS**

**le POI organise un
MEETING
INTERNATIONALISTE**

**CONTRE LA DICTATURE
DE LA RÉDUCTION
DES DÉFICITS PUBLICS,
des militants ouvriers venus
de Grèce, d'Irlande, d'Espagne,
du Portugal, d'Allemagne,
de Grande-Bretagne...**

**viendront prendre la parole,
ESPACE CHARENTON,**

Porte de Charenton (Paris XII^e)

**PRENEZ VOTRE BON
DE PARTICIPATION**

ÉDITORIAL

Se préparer au combat

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

Un plan meurtrier liquidant par dizaines de milliers les emplois dans la fonction publique, portant un coup majeur à la Sécurité sociale et une nouvelle fois aux retraites, et généralisant la précarité : autant de mesures qui précipiteraient par millions travailleurs et jeunes dans la précarité, le dénuement, la misère... Ce n'est pas de la Grèce, du Portugal ou de l'Espagne qu'il est question, mais de ce qui se prépare en France.

Du point de vue de la classe ouvrière, la « mutualisation » annoncée solennellement à Bruxelles (*lire ci-contre*) se résume à ceci : ce que banquiers, capitalistes et spéculateurs ne pourront intégralement extorquer aux travailleurs et à la jeunesse de Grèce, ils chercheront coûte que coûte à le récupérer, grâce à des plans de rigueur coordonnés, dans chacun des pays de la zone euro. L'engagement à faire passer les déficits publics en dessous de la barre des 3 % dès 2013 n'a pas d'autre signification.

Isolé, déstabilisé, le gouvernement Sarkozy oserait-il s'engager dans cette voie périlleuse si, la semaine passée, les dirigeants du Parti socialiste ne s'étaient pas prononcés pour le retour aux 3 % dès 2013 ? Poser la question, c'est y répondre.

Pour autant, ce consensus ne suffit pas à garantir le succès de l'entreprise.

Les travailleurs savent que ce gouvernement aux abois n'oserait pas engager son offensive destructrice si se dressait face à lui le bloc uni de la classe ouvrière et de ses organisations, soudé sur une position de classe : « Cette dette n'est pas la nôtre, nous n'avons ni à l'honorer ni à nous soumettre à la réduction des déficits publics. Non à la rigueur, retrait des plans en préparation ! »

Certes, la mal nommée Confédération européenne des syndicats (CES) « salue » avec enthousiasme le plan adopté à Bruxelles. Certes, à sa suite, des discours de renoncement se font entendre dans notre propre pays (1). La classe ouvrière n'a pas d'autre choix, pourtant, que de se préparer au combat. Un combat de lutte de classe contre les plans de la troïka FMI-Union européenne-Banque centrale européenne, bras armé d'une classe capitaliste d'autant plus destructrice que son système est à l'agonie.

Ce combat, qui est la forme concrète de la marche à la rupture avec l'Union européenne, s'inscrit dans le cadre de l'internationalisme ouvrier. Face à l'internationalisme des brigands, des spéculateurs et des capitalistes, doit se dresser l'Internationale des travailleurs, des peuples et de la jeunesse. A l'Europe de la « troïka » et du fonds monétaire européen, s'oppose l'Europe des travailleurs et de la démocratie, l'union libre des travailleurs et des peuples de toute l'Europe débarrassée du dictat des banques.

C'est donc comme une étape dans la préparation politique des grands combats de classe qui se dessinent que le POI organise le meeting internationaliste du 1^{er} octobre, à Paris. Y prendront la parole des travailleurs et militants ouvriers venus de tout le continent, pour dire d'une seule voix : dehors la troïka, le FMI, l'Union européenne et leurs plans de misère !

(1) Dans *Le Monde*, Bernard Thibault constate que « la France aussi est dans l'austérité ». Mais à propos des perspectives d'action, il déclare : « Il est possible que nous traversions une séquence de divisions. » Et d'ajouter : « Il faut gouverner autrement, notamment en instaurant d'autres rapports avec les représentants des salariés. Une majorité de gauche peut être plus sensible à cette nécessité. » Attendre 2012 et une « majorité de gauche »... qui vient de s'engager à la rigueur exigée par le retour aux 3 % ?